

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Jason Knowles
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Tower C - Office 12C1 - 102-62
jason.knowles@pwgsc-tpsgc.gc.ca
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 956-1418

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

National Security Exception: The procurement related to this initiative is subject to National Security Exception and is, therefore, excluded from all of the obligations of the trade agreements.

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Data Centre Services/Services des centres de traitement
de données
5C2, Place du Portage, Phase III
11 Laurier Street
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Email Transformation Initiative	
Solicitation No. - N° de l'invitation 2B0KB-123327/B	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client 20123327	Date 2012-07-17
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TSS-002-24571	
File No. - N° de dossier 002tss.2B0KB-123327	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-07-23	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Knowles, Jason	Buyer Id - Id de l'acheteur 002tss
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1418 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5165
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

2B0KB-123327/B

Amd. No. - N° de la modif.

008

Buyer ID - Id de l'acheteur

002tss

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20123327

File No. - N° du dossier

002tss2B0KB-123327

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette révision est publiée pour fournir à l'industrie une copie de la présentation comme discuté à l'atelier sur la demande de renseignements relative à l'Initiative de transformation des services de courriel qui a eu lieu le 6 juillet 2012.

Ci-joint:

- Compte rendu de l'atelier sur la demande de renseignements Initiative de transformation des services de courriel

Il n'y a aucun autre changement à l'information faisant actuellement partie de la DDR.



**Services partagés Canada
Bureau de la transformation des services**

Non classifié

**Compte rendu de l'atelier sur la demande de renseignements
Initiative de transformation des services de courriel**

**Le 12 juillet 2012
Version 1.2**

Contrôle des changements du document

N° de la révision	Date de publication	Auteur(s)	Description des modifications
1.2	2012-07-12	Tonya Shortill	Ajout du numéro d'atelier et de l'annexe D
1.1	2012-07-09	Claude Bazinet	Révision et assurance de la qualité du document
1.0	2012-07-09	Jason Pantalone	Document original

Table des matières

SOMMAIRE	1
PROCHAINES ÉTAPES.....	1
ANNEXE A – ORDRE DU JOUR.....	2
ANNEXE B – PRÉSENTATION.....	3
ANNEXE C – QUESTIONS ET RÉPONSES	4
ANNEXE D – LISTE DES PARTICIPANTS.....	11

Sommaire

Services partagés Canada (SPC) a tenu le 6 juillet 2012, dans la région de la capitale nationale, un atelier sur la demande de renseignements relative à l'Initiative de transformation des services de courriel. Les 152 participants comprenaient 45 représentants d'entreprises et d'associations et 6 représentants du gouvernement fédéral. Quelques participants ont assisté à l'atelier par vidéoconférence à partir de Toronto et de Calgary. Tous les représentants de l'industrie sont énumérés à l'annexe D.

L'animatrice de l'atelier de travail, Valerie Wutti, directrice générale, Gestion du portefeuille et du programme de l'entreprise, a d'abord expliqué les règles d'engagement de la séance d'information. Elle a ensuite présenté Madame Liseanne Forand, présidente de Services partagés Canada, qui a souhaité la bienvenue aux participants et fourni quelques précisions sur des faits nouveaux intéressant le Ministère, notamment la sanction royale reçue par la *Loi sur Services partagés Canada* le 29 juin 2012.

Cette loi confirme l'existence légale du Ministère et prévoit l'établissement d'un conseil de direction et l'attribution de pouvoirs pour la prestation de ses services aux 43 ministères et organismes partenaires. SPC s'est également vu conférer des pouvoirs d'achat direct de biens et de services. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada cessera de s'occuper des approvisionnements de SPC. Les objectifs du Ministère consistent encore à assurer la continuité des activités et à faire preuve d'équité, de transparence et d'ouverture.

Après le mot d'ouverture de la présidente, le groupe d'experts a présenté le document compris dans l'annexe B. La séance s'est terminée par une discussion libre dont les résultats sont présentés à l'annexe C.

Prochaines étapes

La demande de renseignements publiée dans le site MERX le 22 juin 2012 se terminera le 18 juillet 2012. Des séances personnelles sur la demande de renseignements sont prévues du 27 au 31 juillet 2012 afin de préciser les réponses des fournisseurs à la demande de renseignements faite dans le cadre de l'Initiative de transformation des services de courriel.

Annexe A – Ordre du jour

Heure	Description
10 h – 10 h 15	Mots de bienvenue et d'ouverture et présentations
10 h 15 – 12 h	Sujets des ateliers : examen, discussion et questions et réponses
12 h – 13 h	Dîner (repas non fourni)
13 h – 14 h 45	Sujets des ateliers : examen, discussion et questions et réponses
14 h 45 – 15 h	Pause
15 h – 16 h	Sujets des ateliers : examen, discussion et questions et réponses
16 h – 16 h 45	Questions et réponses ouvertes
16 h 45 – 17 h	Récapitulation et mot de la fin

Animatrice

- Valerie Wutti

Conférencière

- Liseanne Forand, présidente, Services partagés Canada

Membres des groupes d'experts

- Benoît Long, sous-ministre adjoint principal, Transformation, stratégie de service et conception, Services partagés Canada
- Gail Eagen, directrice générale, Initiative de transformation des services de courriel, Services partagés Canada
- Membres de l'équipe de l'Initiative de transformation des services de courriel
 - o Paul Joly, directeur
 - o Ed Shallow, Architecture d'entreprise
 - o Murat Cecen, responsable des besoins relatifs aux services de courriel

- Yan Robichaud, Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC)
- Rose Spirito, Approvisionnements

Annexe B – Présentation



Annexe C – Questions et réponses

Q1 : Segmentation des utilisateurs

En ce qui concerne les niveaux d'habilitation Secret et Renforcée mentionnés dans la demande de renseignements, quelle est la différence entre « l'authentification renforcée » et « l'authentification forte »? La segmentation des utilisateurs s'applique-t-elle également aux entrepreneurs?

Réponse : Ed Shallow

Le niveau d'authentification pourrait faciliter la définition d'un segment d'utilisateurs. Toutefois, le contexte indiqué dans le dossier de présentation n'est pas normatif. Les entrepreneurs sont traités dans les catégories de base.

Q2 : Segmentation des utilisateurs

En ce qui concerne la classification du personnel, ce dernier est-il réparti entre les employés ayant une cote de sécurité et ceux qui n'en ont pas? Est-ce que tous les courriels doivent être chiffrés ou seulement certaines personnes ont-elles besoin de la fonction de chiffrement?

Réponse : Ed Shallow

Tout dépendra des mécanismes de sécurité et des choix faits à l'égard de la population visée par la menace. Nous le ferons s'il faut prévoir plus de sécurité.

Réponse : Gail Eagen

Une partie des courriels sont chiffrés à l'heure actuelle. Avec le nouveau service de courriel, l'utilisateur décidera de chiffrer des courriels selon la nature des messages envoyés.

Réponse : Benoît Long

Services partagés Canada (SPC) n'exigera pas le chiffrement généralisé.

Q3 : Segmentation des utilisateurs

Pouvez-vous préciser les classements Protégé A, B et C? Les 15 000 utilisateurs indiqués dans la demande de renseignements ont-ils seulement le niveau Protégé C?

Réponse : Benoît Long

À l'heure actuelle, SPC estime que 15 000 utilisateurs auraient besoin d'un service de courriel de niveau secret sur une base quotidienne. On pourrait examiner cette possibilité pour un niveau de segmentation. Toutefois, SPC tient à préciser que le service de courriel de niveau Secret s'adresse à un petit nombre d'utilisateurs. Le Ministère n'exige pas le niveau de sécurité secret pour les 377 000 utilisateurs. Comme mentionné, SPC se concentre sur la valeur et les coûts et il serait préoccupé par les coûts excessifs du déploiement d'un service de niveau secret auprès de tous les utilisateurs.

Réponse : Ed Shallow

De façon globale, divers critères de service pourraient être appliqués pour réduire les coûts. Nous vous proposons donc d'indiquer dans vos réponses à la demande de renseignements des façons d'utiliser et de gérer la segmentation des utilisateurs.

Q4 : Prestation des services et approvisionnement

À la lecture de la demande de renseignements et une fois celle-ci associée à une demande de propositions, l'entrepreneur pourra difficilement savoir quel logiciel vous utilisez. Pouvons-nous ne pas tenir compte de cette composante de l'infrastructure? Comme diverses sommes seront consacrées à des éléments du matériel et à des logiciels, pouvons-nous simplement ne pas en tenir compte? Les experts en la matière pourront-ils faire des soumissions à cet égard à une étape ultérieure?

Réponse : Benoît Long

Des questions sur la façon de structurer l'architecture ont été posées lors de la journée de consultation de l'industrie. SPC n'a pas encore pris de décision à ce sujet. Nous espérons que l'industrie puisse nous indiquer la solution la plus logique et proposer la meilleure façon de maximiser la valeur et la rentabilité. Nous devons établir les risques et tirer parti des avantages. C'est pourquoi les responsables de l'Initiative de transformation des services de courriel ont lancé un processus de collaboration. Aucune solution n'est exclue. Vous pouvez donc proposer des idées dans votre réponse à la demande de renseignements.

Q5 : Équipement fourni par le gouvernement (EFG)

Les biens de l'État n'ont jamais servi à des échanges ou à des achats. SPC peut-il céder des biens au fournisseur? On nous a toujours dit que c'était impossible. Quelles sont les règles du Conseil du Trésor à cet égard?

Réponse : Rose Spirito

SPC examine diverses possibilités et leur application à des marchandises. Cela a déjà été fait, de diverses manières, par le passé. Nous étudions toutes les possibilités viables pour le Canada.

Q6 : Équipement fourni par le gouvernement (EFG)

Le gouvernement fédéral n'a pas l'habitude de conclure des accords de location à bail dans le cadre de nouveaux achats. SPC est-il prêt à examiner cette possibilité maintenant?

Réponse : Rose Spirito

SPC n'a pris aucune décision jusqu'à maintenant. Toutefois, nous examinons d'autres solutions qui ont déjà été mises en œuvre. Le Ministère est disposé à recevoir des suggestions, et toutes les possibilités seront étudiées.

Q7 : Équipement fourni par le gouvernement (EFG)

En ce qui concerne le matériel, nous croyons savoir que tout l'équipement a moins de 24 mois. SPC peut-il fournir les données qu'il possède à ce sujet?

Réponse : Gail Eagen

La réponse est non. Toutefois, d'ici la fin de la phase de la demande de réponses pour l'évaluation, SPC devrait pouvoir fournir plus de renseignements à ce sujet. Nous venons de terminer l'intégration de 43 ministères et organismes partenaires et nous sommes encore en train de mettre à jour l'inventaire et les données.

Réponse : Benoît Long

Veuillez communiquer à SPC toutes vos idées sur ce que nous devrions demander.

Q8 : Courriel secret

En ce qui concerne l'infrastructure à clés publiques, je crois comprendre que celle-ci relèvera de SPC et ne sera pas confiée au fournisseur.

Réponse : Ed Shallow

C'est une hypothèse raisonnable, à ce moment-ci.

Q9 : Souveraineté des données

Les applications d'informatique en nuage devront-elles être hébergées au Canada? Le critère de la souveraineté s'appliquera-t-il également aux données du fournisseur?

Réponse : Benoît Long

La demande de SPC porte seulement sur les données du gouvernement fédéral employées dans des courriels. La souveraineté des données s'applique seulement à ces données. Je ne sais pas de quelle façon nous pouvons imposer cette exigence au fournisseur. Si cette question n'a rien à voir avec le service de courriel, je ne vois pas la nécessité d'imposer cette exigence. Nous continuons d'approfondir cette question.

Réponse de suivi : Rose Spirito

Le Canada n'a pas encore exigé que les données du fournisseur restent au Canada. Toutefois, le Canada peut imposer au fournisseur des exigences relatives à la sécurité qui feront l'objet d'une surveillance, afin de vérifier si le fournisseur respecte cette exigence et si les données du gouvernement fédéral restent au Canada.

Q10 : Souveraineté des données

SPC a-t-il une politique sur l'attribution de niveaux de sécurité Secret ou Classifié aux courriels?

Réponse : Benoît Long

Le courriel est traité comme les autres documents. Il est donc assujéti aux normes du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) sur la gestion de l'information.

Q11 : Souveraineté des données

Merci de vos commentaires. Ils nous aident à établir la qualité du processus relatif à la souveraineté des courriels, ce qui simplifie la gestion par le fournisseur.

Réponse : Benoît Long

Dans un cadre de gestion de l'information, il importe d'avoir des politiques explicites et d'apporter le plus de précisions possible. Nous devons expliciter ces renseignements, y compris leur traitement, afin d'obtenir une solution efficace. SPC a formé un groupe de travail interne sur cette question. Nous demandons aussi l'aide du SCT à cet égard.

Q12 : Exigences relatives à la sécurité

En ce qui concerne le point 13.6 de la demande de renseignements, jusqu'où le fournisseur devra-t-il aller dans la chaîne d'approvisionnement pour se conformer aux exigences relatives aux habilitations de sécurité? De quelle façon le gouvernement du Canada aide-t-il le fournisseur à atténuer les risques?

Réponse : Yan Robichaud

Une autre séance sera organisée au sujet de la chaîne d'approvisionnement, afin de préciser les exigences relatives aux habilitations de sécurité. Comme le CSTC est en train d'analyser les données et l'équipement, il est difficile de traiter rapidement cette question dans le cadre de la présente séance d'information. Je préférerais donc traiter ce sujet dans une autre séance d'information.

Q13 : Gestion des justificatifs d'identité et de l'accès (GJIA)

En ce qui concerne la fédération, la portée porte-t-elle sur une fédération intégrale ou sur la gestion externe de la fédération?

Réponse : Ed Shallow

Les options d'intégration visent à couvrir un grand nombre de possibilités. Il faut présumer une fédération au sein du service, au lieu d'une fédération externe.

Réponse : Gail Eagen

Le schéma vise seulement à décrire le concept et à favoriser les idées et les débats. SPC n'a pas d'idée précise de la solution. Le trait pointillé indiquant les responsabilités de SPC et celles du fournisseur peut être déplacé. Le Ministère souhaite recevoir des commentaires sur la place exacte de ce trait pointillé.

Q14 : Identification unique (IU)

L'IU est un vaste sujet. SPC prévoit-il en définir la portée? Quelles seront les catégories?

Réponse : Ed Shallow

La portée et l'objectif comprendront presque toute la population cible et tous les titulaires de comptes, afin d'améliorer l'ergonomie du processus de GJIA.

Q15 : Identification unique (IU)

En ce qui concerne les demandes d'IU, sont-elles restreintes uniquement au courrier électronique et à son annuaire, ou les organisations partenaires de SPC devront-elles laisser tomber leurs demandes?

Réponse : Ed Shallow

La portée sera pleinement explicitée avant la demande de propositions. L'objectif n'est pas encore établi, mais il le sera avant de publier la demande de propositions.

Q16 : Conversion des données

Avec trois pétaoctets de données, plus de 300 000 utilisateurs et une période de conversion qui s'étendra de juin 2013 à mars 2015, quelles mesures sont prévues pour que ces échéances soient respectées? SPC a-t-il prévu des périodes de conversion pendant la journée ou d'autres obligations dont il peut déjà faire part? Ces données feront-elles partie de l'inventaire ou devrez-vous les fournir plus tard?

Réponse : Paul Joly

Oui. SPC étudie divers modèles de conversion et la quantité de données à convertir à la nouvelle solution.

Réponse : Benoît Long

La date de l'intégration des ministères au nouveau service de courriel est très importante. Nous avons besoin de plus de renseignements pour savoir ce que SPC devra faire auparavant. Ainsi, quelle quantité de données faudra-t-il convertir quand le nouveau système sera prêt? Nous examinerons diverses méthodes et nous souhaitons recevoir plus de renseignements sur les conversions à grande échelle, sur la façon de les faire et sur les résultats de conversions antérieures.

Q17 : Conversion des données

Ma question ne portait pas seulement sur les données, étant donné que les fournisseurs qui vous présentent des options doivent comprendre les liens de dépendance. Par exemple, des ministères peuvent attribuer seulement deux heures par jour au transfert des données des boîtes de courriel, ou encore certaines données ne peuvent pas être déplacées. Nous pouvons présenter des options, mais seulement si nous connaissons les liens de dépendance.

Réponse : Gail Eagen

Nous n'avons pas ces renseignements à l'heure actuelle. Les 43 ministères et organismes partenaires doivent poursuivre leurs activités. Un intervenant a déjà indiqué qu'il ne veut pas interrompre ses activités, ce qui montre bien le cadre exigeant dans lequel nous évoluons. Nous devons tenir compte des échéances particulières de chaque ministère et organisme au chapitre de la conversion. Par exemple, nous savons que l'Agence du revenu du Canada ne veut pas que la conversion survienne pendant la période des déclarations de revenus. Nous devons établir un calendrier général de conversion, une opération complexe, mais nécessaire pour assurer la poursuite des activités pendant la conversion des données.

Réponse : Benoît Long

SPC sait qu'il y aura quelques chevauchements entre l'ancien et le nouveau système. Comment peut-on procéder de façon transparente? Nous savons aussi qu'il y aura des complications. Nous pourrions peut-être faire d'abord les conversions les plus simples. Nous désirons offrir aux utilisateurs une expérience transparente, sûre et simple.

Q18 : Segmentation des utilisateurs / Économies des coûts

La demande de renseignements fait état d'une segmentation jusqu'aux niveaux Protégé B et Secret. À quel point êtes-vous disposés à examiner une solution prévoyant une segmentation entre les niveaux Protégé A et Protégé B?

Réponse : Ed Shallow

La Couronne est très ouverte à l'exploration de ce type de solution, si elle atteint les objectifs d'économie de coûts.

Annexe D – Liste des participants

Accenture Canada
aTrust Inc.
Bell Canada
Buchanan Associates
CA Canada Company
Canadian Association of Defence and Security Industries
Canadian Information Technology Providers Association (CITPA)
Ceryx Inc
CFN Consultants
CGI
Cisco Systems Canada Co
Dell Canada Inc.
Deloitte Inc
EMC
Entrust Limited
Google Inc
GSI International Consulting Group
Hewlett-Packard (Canada) Co. (HP)
Hitachi Data Systems
IBM Canada Ltd
Informatica
Information Technology Association of Canada (ITAC)
Infosys Ltd.
Integra Networks Corp.
IT/NET Ottawa Inc. (is a subsidiary of KPMG)
Itergy International Inc.
Itex Inc.
Microsoft
Modis Canada Inc.
OnX Enterprise Solutions
PureLogic IT Solutions Inc.
Quest Software
Roaring Penguin Software
Scalar Decisions Inc
Softchoice Corporation
Symantec Corporation
TATA Consultancy Services
Tek Systems

TELUS Communications Company
TeraMach Technologies Inc.
Three O Project Solutions
Titus Inc.
Unisys Canada
ViON Corporation
Zylog Systems (Ottawa) Ltd